



Avenant n°10

**au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion
et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et
d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques**

Entre

Le Syndicat Mixte AUTOLIB' METROPOLE, dont la création a été autorisée par l'arrêté n°2009-192-1 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, ayant son siège au 2, rue Jean Lantier, à Paris (75001), représenté par Madame Marie-Pierre DE LA GONTRIE, Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes suivant délibération du Comité Syndical en date du [10 juillet 2014], ci-après dénommé le « Concédant »,

D'une première part,

Et

SOCIÉTÉ AUTOLIB', Société par Actions Simplifiée au capital de 40.040.000 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 493.093.256 RCS NANTERRE, dont le siège social est situé 23 rue du Professeur Victor Pauchet, à Vaucresson (92420), représentée par Monsieur Gilles ALIX en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommé le « Concessionnaire ».

D'une deuxième part,

Le Concédant et le Concessionnaire sont collectivement dénommés les « Parties », et chacun individuellement une « Partie ».

Gm

PREAMBULE

Le Concédant et le Concessionnaire ont conclu le 25 février 2011 une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (ci-après «la Convention ou Concession »). La Convention est entrée en vigueur le 4 mars 2011.

1. Espaces ou Stations Autolib' installées pour des personnes autres que les collectivités membres du Concédant – modification du régime des Biens de Retour

Le Concessionnaire a été sollicité par des partenaires privés aux fins d'installation d'Espaces ou Stations Autolib' sur le domaine desdits partenaires situés, à la date de la sollicitation, sur le territoire de collectivités non-membres du Concédant.

Cette installation qui a reçu préalablement l'accord du Concédant avait pour but d'améliorer le maillage de Stations Autolib' en prolongeant le Service Public sur des sites qui ont été présentés comme commercialement attractifs du fait de la qualité des sites d'implantation du Service et du besoin important recensé par le Concessionnaire ou auprès des potentiels prospects interrogés.

Le Concessionnaire a engagé des travaux d'installation d'une Station Autolib' i) sur le campus de HEC à Jouy en Josas où il existe, pour les étudiants, un besoin non pourvu de location de véhicules électrique en libre-service, ii) sur le domaine privé d'Icade à Aubervilliers dont le centre commercial était en cours de construction et dans lequel l'installation d'une Station Autolib' sur la commune d'Aubervilliers qui n'avait pas souhaité adhérer au Syndicat Mixte pouvait être d'un grand intérêt pour les usagers et enfin, iii) à Vaucresson, non membre du Syndicat Mixte en 2011, sur le domaine de la société Mount Vernon qui a mis à disposition des locaux pour le Concessionnaire afin d'y établir son siège social et permettre aux agents du Concessionnaire de pouvoir se rendre en Véhicules BLUECAR sur leur lieu de travail pour y prendre leur service à toute heure du jour ou de la nuit.

Il a été convenu entre le Concessionnaire, le partenaire sur le domaine privé duquel une Station Autolib' a été installée et le Concédant que le partenaire procéderait à l'acquisition complète pour le prix convenu de la Station Autolib' installée par le Concessionnaire ; par souci de clarté, l'acquisition complète comprend les travaux de génie civil, les études, les bornes de charges, bornes de location, borne d'abonnement les cas échéant, les réseaux enterrés, les raccordements électriques et de télécommunications, l'installation de la Station Autolib'.

Afin de contractualiser les relations entre le Concessionnaire et le partenaire, il est apparu une problématique liée à l'incompatibilité du régime des Biens de Retour prévu dans le DSP avec l'acquisition par une personne de droit privé d'une Station Autolib' installée sur le domaine privé régi lui-même par les règles du droit civil et notamment celles des baux commerciaux.

En conséquence, le Concédant et le Concessionnaire ont entamé des discussions afin de résoudre cette incompatibilité en modifiant la Convention pour permettre l'exclusion des Stations Autolib' installées sur domaine privé de partenaire privé du régime des Biens de Retour.

2. Espaces ou Stations Autolib' installées sur le domaine d'Établissements Publics membres du Syndicat Mixte qui perdent par la suite la qualité de membre

Gm

Le Concessionnaire a installé des Stations Autolib' sur des Périmètres en Voirie et hors Voirie d'établissements publics membres du Syndicat Mixte avec lesquels ledit Syndicat a conclu une convention de superposition d'affectation du domaine public.

Ainsi, le 11 juin 2012 le Syndicat a conclu une convention de superposition d'affectation du domaine public avec Defacto, établissement public de gestion du quartier d'affaires de la Défense remplacée le 9 décembre 2014 par une convention relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'.

De même, le Syndicat a conclu le 26 mai 2014 avec le Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à Sogaris une convention relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'.

À l'issue de la réunion du Comité Syndical du Syndicat adoptant la modification des statuts du Syndicat Mixte Autolib' Métropole afin d'y adjoindre la gestion de Vélib, les établissements publics ont perdu la capacité à être membre du Syndicat.

Le Concédant s'est tourné vers le Concessionnaire afin que ce dernier contracte des conventions d'occupation précaire du domaine public ou privé avec les établissements publics précités, puis éventuellement d'autres établissements dans le futur, en substitution des engagements contractés par le Concédant sans que cette modification entraîne pour le Concessionnaire une perte de son droit à obtenir du Concédant la subvention d'investissement prévue aux articles 42.1 à 42.3 de la Conventions de DSP ni un changement du régime des Biens de Retour.

Il est apparu dès lors la nécessité d'amender la Convention afin de prendre en compte les conséquences induites par la situation décrite ci-dessus.

Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit par les Parties :

Article 1 : Modification relative à la désignation des Biens de Retour

1.1 Les Parties décident de modifier comme suit la définition des Biens de Retour figurant à l'article 1 de la Convention :

« Article 1 - Définitions

(...)

« **Biens de Retour** » : désigne tous les biens immeubles, par nature, par détermination de la loi ou par destination, et les biens meubles, quelle que soit leur valeur, directement nécessaires au Service Public AUTOLIB' et dont la pleine propriété revient automatiquement au Concédant à l'expiration normale ou anticipée de la Concession ; toutefois, ne sont pas compris comme Biens de Retour les biens suivants :
i) Les BLUECAR®, ii) les Espaces et Stations Autolib' installés sur le domaine de personne morale privée dans le cadre d'un partenariat conformément aux dispositions du quatrième paragraphe de l'article 4.2 de la Convention ainsi que les travaux de génie civil sur lesdits Espaces et Stations Autolib', les bornes de communication (bornes d'abonnement et bornes de location), les bornes de recharges électriques desdits Espaces et Stations Autolib'. »

(...)

Le reste sans changement



1.2 Les Parties décident de modifier comme suit l'Annexe A8-15 de la Convention « Liste des Biens de Retour » :

« Les Biens de Retour comprennent :

- *Les Espaces et Stations Autolib'*
- *Les travaux de génie civil sur lesdits Espaces et Stations Autolib'*
- *Les bornes de communication*
- *Les bornes de recharges électriques*
- *Le logo*
- *La charte graphique*
- *Les données issues du portail informatique*

Toutefois, ne font pas partie des Biens de Retour : les Espaces et Stations Autolib' installés sur le domaine de personne morale privée dans le cadre d'un partenariat conformément aux dispositions du quatrième paragraphe de l'article 4.2 de la Convention ainsi que les travaux de génie civil sur lesdits Espaces et Stations Autolib', les bornes de communication (bornes d'abonnement et bornes de location), les bornes de recharges électriques desdits Espaces et Stations Autolib' ».

Article 2 : Modification des dispositions relatives au prolongement du service par le Concessionnaire

2.1 Les Parties décident de modifier comme suit le quatrième paragraphe de l'article 4.2 de la Convention :

« Le Concessionnaire reste libre d'installer, sous sa responsabilité et à ses frais, des Stations et Espaces à l'intérieur et à l'extérieur de ce périmètre, pour des personnes morale de droit privé dans le cadre de partenariats commerciaux permettant un prolongement du service, sans que d'éventuelles pertes liées à ces extensions ne puissent être mises à la charge des Usagers du Service Public AUTOLIB'. En ce cas, le Concessionnaire est autorisé à contracter avec le Partenaire privé des baux commerciaux ou toute autre forme de convention d'occupation. Les Stations ou Espaces Autolib' ainsi que les bornes d'abonnement, de charge et de location, les travaux de génie civil sont acquis par le Partenaire et ne sont pas considérés comme des Biens de Retour. Le Concessionnaire ne percevra pas du Concédant pour ces Stations et Espaces Autolib' la subvention d'investissement prévue aux articles 42.1 à 42.3 de la Convention. De même, le Concédant ne percevra pas du Concessionnaire la redevance d'occupation prévue à l'article 43.1 de la Convention pour lesdites Stations et Espaces Autolib' ».

2.2 Les Parties décident d'ajouter comme suit un nouveau cinquième paragraphe à l'article 4.2 de la Convention :

« Dans le cas où un établissement public a adhéré au Syndicat Mixte Autolib' Métropole (devenu Syndicat Mixte Autolib' Métropole et Vélib') puis a cessé par la suite son adhésion audit Syndicat Mixte, les Parties conviennent que les Espaces et Stations installés sur le domaine public ou privé de l'établissement public durant ladite période d'adhésion sont régis selon les principes suivants :

- *Le Concessionnaire, en la présence et avec l'accord du Concédant, contractera avec l'établissement public concerné pour les sites sur lesquels les Espaces et Stations Autolib' ont été précédemment installés, des conventions d'occupation précaire du domaine public ou privé d'une durée égale à la durée de la Concession.*
- *Il est convenu que le Concédant et l'établissement public concerné mettront fin à toutes conventions précédemment conclues entre eux, le Concédant tiendra indemne le*

br

Concessionnaire de toutes actions ou réclamations de l'établissement public se rapportant aux engagements pris dans le cadre des conventions conclues entre-eux.

- *La redevance d'occupation relative à la convention d'occupation précaire du site concerné sera au maximum égale à celle prévue à l'article 43.1 de la Convention. Le Concessionnaire sera redevable de la redevance d'occupation directement auprès de l'établissement public concerné. A la date de signature de la convention d'occupation précaire avec l'établissement public concerné, le Concessionnaire ne sera plus redevable au Concédant de la redevance d'occupation prévue à l'article 43.1 de la Convention.*
- *Les subventions d'investissement perçues du Concédant par le Concessionnaire pour les Espaces et Stations Autolib' installées sur le domaine de l'établissement public durant sa période d'adhésion audit Syndicat restent acquises au Concessionnaire, ce dont le Concédant se porte garant auprès du Concessionnaire.*
- *Les Espaces et Stations Autolib' installés sur le domaine de l'établissement public demeurent des Biens de Retour. »*

2.3 Les Parties décident d'ajouter comme suit un nouveau sixième paragraphe à l'article 4.2 de la Convention :

« Dans le cas où un établissement public a adhéré au Syndicat Mixte Autolib' Métropole (devenu Syndicat Mixte Autolib' Métropole et Vélib') puis a cessé par la suite son adhésion audit Syndicat Mixte, les Parties conviennent que les Espaces et Stations qui seront installés sur le domaine public ou privé de l'établissement public après ladite période d'adhésion sont régis selon les principes suivants :

- *Le Concessionnaire, en la présence et avec l'accord du Concédant, contractera avec l'établissement public concerné pour les sites sur lesquels les Espaces et Stations Autolib' seront installés, des conventions d'occupation précaire du domaine public ou privé d'une durée égale à la durée de la Concession.*
- *La redevance d'occupation relative à la convention d'occupation précaire du site concerné sera au maximum égale à celle prévue à l'article 43.1 de la Convention. Le Concessionnaire sera redevable de la redevance d'occupation directement auprès de l'établissement public concerné. Le Concessionnaire ne sera pas redevable au Concédant de la redevance d'occupation prévue à l'article 43.1 de la Convention.*
- *La convention d'occupation précaire conclue par le Concessionnaire et l'établissement public concerné prévoira le versement par ledit établissement au Concessionnaire d'une subvention d'investissement par Station ou Espace Autolib' égale aux couts supportés par le Concessionnaire pour l'installation d'une Station ou d'un Espace Autolib' »*
- *Les Espaces et Stations Autolib' installés sur le domaine de l'établissement public demeurent des Biens de Retour. »*



Article 3 : Entrée en vigueur du présent avenant

Le présent avenant entre en vigueur à sa date de signature.

Fait à Paris, le *14 février 2017*

En trois exemplaires

Pour le Concédant



Mme Marie-Pierre de la Gontrie

Pour le Concessionnaire



M. Gilles ALIX